

Mai 2007

Les années Chirac (1974-2007)

Jacques Chirac a dominé la vie politique française^[1] pendant plus de trente ans, comme Premier ministre, chef de l'opposition, président de la République... ou chef de l'opposition.

Quatre fois dans ces trois décennies, il a pris le pouvoir dans des conditions très favorables pour la droite. Jamais il n'a réussi à le conserver plus de deux ans, laissant chaque fois le pays désesparé et la droite éreintée (*). Ce fut d'abord comme Premier ministre de Giscard d'Estaing (1974-1976) et de François Mitterrand (1986-1988), puis comme Président de la République en 1995 et 2002. La sévère défaite de son camp aux élections législatives de 1997 puis aux élections régionales des 21 et 28 mars 2004 sont venues confirmer la « *loi des deux ans* ».

Il n'empêche que, dans ce laps de temps, par ses réformes, ses discours... et ses échecs, il a profondément marqué le pays de son empreinte, davantage sans doute que ses principaux comparses et rivaux, Valéry Giscard d'Estaing^[2] et François Mitterrand^[3]. Du premier, on retient surtout la sortie télévisée au soir de sa défaite, le 19 mai 1981. Du second, l'abolition de la peine de mort. Examinons de plus près le cas Chirac.

Homme de contact

Né à Paris, fils unique d'un couple aisé d'origine corrézienne, Jacques Chirac témoigne dès l'adolescence d'un goût pour les cultures diverses. Il fréquente dès 14 ans les salles du musée Guimet, haut lieu parisien des arts orientaux. De ce jardin secret sortira en 2006 le *musée des arts premiers du quai Branly - Jacques Chirac*^[4].

Après le bac, contre l'avis de son père, le jeune homme s'engage sur un navire charbonnier et navigue de Dunkerque à Alger. Il milite aussi un moment dans le parti communiste et vend *L'Humanité* à la criée. Il prend enfin une année sabbatique aux États-Unis, dont il retient surtout les travers sociaux.

Admis à l'École Nationale d'Administration (ENA), il révèle déjà ses talents de séduction et une incomparable chaleur humaine qui s'adresse aux humbles bien davantage qu'aux puissants. À l'issue de la scolarité, l'huissier de l'ENA doit selon la coutume annoncer le nom du major de la promotion (et lui seul) mais, gagné par son amitié pour le jeune Jacques, il ne peut s'empêcher de lancer : « *Monsieur Rouvillois est major... et Monsieur Chirac est seizième !* » (*).

Le 16 mars 1956, il épouse Bernadette Chodron de Courcel, une jeune fille de la haute bourgeoisie rencontrée à Sciences Po. Le couple aura deux filles, Laurence et Claude...

En attendant, dès le 1er avril 1956, le jeune marié se porte volontaire pour l'Algérie, où il est promu lieutenant dans un régiment des chasseurs d'Afrique. Bien plus tard, le président

Bouteflika lui rendra hommage lors d'un voyage officiel en Algérie en rapportant les souvenirs d'un chef du FLN sur son comportement plein de dignité à l'égard des populations musulmanes.

En 1962, le jeune énarque de 24 ans entre au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou^[5], dont il devient l'un des plus solides soutiens et lui vaut le surnom de « *bulldozer* ». En 1965, entrée timide dans l'arène politique comme conseiller général de la Corrèze. En 1967 enfin, Jacques Chirac arrache à l'opposition le siège de député d'Ussel, en Corrèze. Il ne le lâchera plus.

Ce succès lui vaut d'entrer au gouvernement le 8 mai 1967 comme secrétaire d'État à l'Emploi. Il crée l'Agence Nationale pour l'Emploi (ancêtre de Pôle Emploi) et participe aux négociations de Grenelle avec les syndicats à l'issue des événements de Mai 68^[6].

Retour en arrière



Jacques Chirac se fait connaître comme ministre de l'agriculture sous la présidence de Georges Pompidou et révèle à ce poste un talent exceptionnel pour séduire sa clientèle d'agriculteurs par de fortes paroles et des cadeaux. Il ne se départira plus jamais de ce talent.

Profondément ému par la mort du président, le 2 avril 1974, il convainc une partie de ses amis de l'UDR, le parti gaulliste, de soutenir le centriste Valéry Giscard d'Estaing contre le candidat de leur propre parti, Jacques Chaban-Delmas. C'est l'« *Appel des 43* ». Cette trahison lui vaut d'être nommé Premier ministre le 27 mai 1974 par le nouveau président de la République. Il a 42 ans et le président 48.

Tandis que l'Europe des « *Trente Glorieuses* » est frappée par la crise économique née du choc pétrolier d'octobre 1973, Valéry Giscard d'Estaing^[7] et son Premier ministre mènent tambour battant une politique de relance hardie. En 1975, pour la première fois depuis de nombreuses années, le budget de l'État français passe dans le rouge. Depuis lors, il n'a cessé d'être déficitaire.

Le Premier ministre soutient aussi, contre son propre parti, les mesures sociétales du

président Giscard d'Estaing et facilite leur adoption : droit de vote à 18 ans, légalisation de l'avortement, collège unique, divorce par consentement mutuel...

Mais il supporte mal d'être tenu en lisière par le président de la République. Habilement conseillé par deux « *éminences grises* », Pierre Juillet et Marie-France Garaud, il démissionne avec éclat le 25 août 1976. Il appartiendra à son successeur, l'économiste Raymond Barre, de redresser l'économie du pays par une douloureuse et impopulaire politique de rigueur.

À la tête de l'ancien parti gaulliste, rebaptisé RPR (*Rassemblement pour la République*) le 5 décembre 1976, Jacques Chirac joue son va-tout en se portant candidat à la mairie de Paris contre le candidat centriste adoubé par le Président de la République. Il remporte la mairie contre toute attente grâce à son dynamisme et à ses réseaux.

Disposant des ressources colossales de la municipalité, il va dès lors mener la *guerilla* contre les giscardiens. Hospitalisé à l'hôpital Cochin à la suite d'un accident de la circulation, il lance le 26 novembre 1978 l'« *appel de Cochin* » par lequel il dénonce le « *parti de l'étranger* » en accusant le parti du président d'« inféoder » la France à l'Europe.

Jacques Chirac pense, non sans raison, qu'une réélection de son rival signerait son arrêt de mort politique tandis que sa défaite et l'arrivée de la gauche au pouvoir ferait de lui le leader de l'opposition de droite. Élu président, François Mitterrand^[8] se lance dans des réformes radicales avec Pierre Mauroy à la tête du gouvernement avant d'être contraint à un brutal retour au principe de réalité.

Notons que Jacques Chirac est l'un des rares parlementaires de droite à apporter son soutien au garde des sceaux Robert Badinter en votant l'abolition de la peine de mort^[9] le 18 septembre 1981.

Le nouveau chef du gouvernement, Laurent Fabius, engage le pays dans la voie du libéralisme économique sans cesser de se réclamer du socialisme. Les dirigeants socialistes sombrent dans une impopularité sans précédent au point qu'à la veille des élections législatives de 1986, ils ne trouvent pas de meilleur slogan que d'anticiper le retour de la droite : « *Au secours, la droite revient !* »

Victorieuse comme prévu, la droite impose son chef Jacques Chirac à la tête du gouvernement le 20 mars 1986. Chacun s'attend à la défaite de François Mitterrand aux présidentielles de 1988. Mais le nouveau Premier ministre braque le pays par des mesures qui empruntent à l'idéologie néolibérale mise en selle dans les pays anglo-saxons par Margaret Thatcher^[10] et Ronald Reagan.

Son gouvernement va essuyer une succession d'échecs, des manifestations lycéennes de l'hiver 1986, marquées par la mort d'un jeune homme. François Mitterrand est réélu triomphalement à la présidence de la République (on se souvient du slogan : « *Tonton, laisse pas béton [tomber en verlan] !* »).

En 1992, quand le président annonce un référendum sur le traité de Maastricht et la validation du projet de monnaie unique, Jacques Chirac surprend son parti et les gaullistes en annonçant son ralliement au traité de Maastricht^[11]. Celui-ci est adopté de justesse le 20 septembre 1992 avec 51% de *oui*. Il n'est pas interdit de penser que le traité et avec lui la monnaie unique auraient été rejetés sans le soutien du chef du RPR.

L'Élysée est ébranlé par une vague de corruption et la droite reprend les rênes du gouvernement après les élections législatives de 1993. Averti par l'expérience, Jacques Chirac laisse à son ami Édouard Balladur l'honneur d'entrer à l'hôtel Matignon. Au second tour des présidentielles, le 7 mai 1995, il est élu *in extremis* face au socialiste Lionel Jospin et recueille ainsi le bénéfice de la popularité acquise par les partis de droite sous le gouvernement de son rival malheureux.



Le nouveau président de la République nomme son fidèle Alain Juppé à la tête du gouvernement et exclut de celui-ci tous les partisans d'Édouard Balladur, y compris, cela va sans dire, le jeune Nicolas Sarkozy en qui il avait cru voir son fils spirituel.

Le mandat débute sous les auspices du changement et de la fermeté.

Jacques Chirac prend fait et cause pour les Bosniaques en butte à une agression brutale de l'armée serbe. Il rompt avec la mansuétude de son prédécesseur à l'égard de Milosevic et, le 3 juin 1995, propose la création par l'ONU d'une Force de réaction rapide. Celle-ci intervient dès juillet en Bosnie contre les Serbes. Cet engagement des Occidentaux à l'initiative du président français marque un tournant dans la guerre de Bosnie^[12].

Le 16 juillet 1995, à l'occasion du 53e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv^[13], le président déclare : « *La France, patrie des Lumières et des Droits de l'Homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. Manquant à sa parole, elle livrait ses protégés à leurs bourreaux* ».

Mais très vite, dès le 26 octobre 1995, survient le tournant de la présidence. Ce jour-là, Jacques Chirac renie son discours de campagne électorale sur la « *fracture sociale* » et annonce une politique de rigueur pour résorber les déficits. Le gouvernement lance des réformes notables comme la suspension du service militaire^[14] vieux de deux siècles et surtout la réforme de la Sécurité Sociale. Applaudi par les parlementaires mais mal soutenu en haut lieu, le Premier ministre est victime d'un gigantesque mouvement de grève dans les services publics.

Le président, qui avait négligé de dissoudre l'Assemblée nationale dans la foulée de son élection, s'y résout deux ans plus tard, au plus mauvais moment. Les élections amènent à l'Assemblée une majorité de gauche et, le 2 juin 1997, Jacques Chirac est contraint d'appeler à la tête du gouvernement Lionel Jospin, le chef du Parti socialiste.

En 2001, le duo Chirac-Jospin amène les chefs d'État européens à signer le traité de Nice. Il entraîne l'Union dans une course à l'élargissement tout en diluant les liens entre les États membres...

Cataclysme aux élections présidentielles d'avril 2002^[15]. Une bonne partie des électeurs de gauche dédaignent de voter pour leur candidat naturel, Lionel Jospin, et c'est Jean-Marie Le Pen, candidat du Front National, qui affronte au second tour le président sortant, Jacques Chirac. Ce dernier n'a que 20% des suffrages du premier tour (c'est le plus mauvais résultat qu'ait jamais eu un président de la Ve République) mais il est élu haut la main au second tour par la gauche et la droite réunies avec 82% des suffrages.

Avec son ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin, Jacques Chirac part très vite en croisade contre le projet du président George Bush Jr d'envahir l'Irak de Saddam Hussein^[16]. Malgré le très beau discours du ministre devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, le 14 février 2003, ils ne peuvent empêcher l'invasion, à l'origine du chaos moyen-oriental.

Le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin s'attire la confiance de l'opinion et prend le risque d'entamer les réformes structurelles qu'attend le pays. Il commence non sans mal à abolir l'écart entre les durées de cotisations retraite entre secteur public (37,5 ans) et secteur privé (40 ans) qu'avait introduit son prédécesseur Édouard Balladur. Fort de ce premier succès, il annonce de nouveaux chantiers.

Ils vont mener à la débâcle des élections régionales des 21 et 28 mars 2004 et au référendum perdu sur le traité constitutionnel européen (*). Bénéficiant jusqu'au bout de la mansuétude des dirigeants de la droite dite *gaulliste*, Jacques Chirac arrive à bout de souffle au terme d'une carrière exceptionnellement longue. Le président est victime à l'automne 2005 d'un accident vasculaire cérébral qui le laisse affaibli. Sa présidence est virtuellement terminée à cette date.

Publié ou mis à jour le : 2016-10-09 12:17:20

Les commentaires des Amis d'Herodote.net

Les commentaires sur cet article :

achiardi (22-06-201520:49:23)

Le Président Chirac n'a-t-il pas concilié l'orthodoxie économique et la générosité sociale dans une conjoncture peu bénie ?

IL EST VRAI que ce Don Juan de "droite mal à droite" a aimé séduire et conquérir... MAIS qu'il n'a pas été, surtout en 2006, ferme face aux manifestations...

J'AURAIS AIME UN PRESIDENT A DROITE, AVEC DE VRAIES IDEES DE DROITE, SANS AVOIR HONTE ET NON AVEC DES PROMESSES IRREALISTES.

Charles VI (1368/1422) LE Bien-Aimé rétablira l'ordre, réorganis... Lire la suite

aguesse (12-08-200711:32:44)

Bilan, dites-vous ?

Vous être de bien mauvais comptables. Qui a supprimé le service militaire ?(vous savez, ces années que tout jeune (masculin exclusivement car je n'ai pas entendu parler de parité par les

féministe sur le sujet) de 20 ans devait donner sans contrepartie. ET accessoirement qui a envoyé le contingent en Algérie ? le contingent c'est-à-dire ces fameux jeunes qui ne demandaient rien et dont un certain nombre ne sont pas revenus ou revenus dans un bien maigre état.

Je... Lire la suite

Or2 (29-06-200716:50:25)

Je trouve que M. Larané ne fait preuve d'aucune objectivité envers M. Chirac. Je suis abonné depuis plusieurs années à ce site et je n'y ai lu que des critiques envers M Chirac. Je pense que M. Larané nous décrit plus la marionnette de Chirac dans les Guignols que le véritable président de la République. Quelques exemples: après un Mitterrand impliqué jusqu'au cou dans la sinistre période de Vichy, c'était très intelligent de faire repentance pour l'histoire de France / le succès du Musée du Qua... Lire la suite

J-F becker (12-11-200617:27:16)

Bravo, cette mise au point synthétique me semble tout à fait pertinente et je dirais objective si l'objectivité n'était pas difficile à affirmer lorsqu'il s'agit d'opinions que l'on partage. Quoiqu'il en soit, je pense que le bilan est difficilement discutable

Les Amis d'Herodote.net peuvent envoyer un commentaire sur cet article.

1. <https://www.herodote.net/histoire/dossier.php?ID=74>
2. https://www.herodote.net/19_mai_1974-evenement-19740519.php
3. https://www.herodote.net/Francois_Mitterrand_1916_1996_-synthese-178.php
4. https://www.herodote.net/Jacques_Chirac_-enjeu-630.php
5. <https://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=19740402>
6. https://www.herodote.net/3_mai_1968-evenement-19680503.php
7. <https://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=19740519>
8. <https://www.herodote.net/histoire/synthese.php?ID=178>
9. https://www.herodote.net/18_septembre_1981-evenement-19810918.php
10. https://www.herodote.net/Margaret_Thatcher_1925_2013_-synthese-502.php
11. https://www.herodote.net/7_fevrier_1992-evenement-19920207.php
12. <https://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=19920406>
13. <https://www.herodote.net/encyclopedie/index.php?search=rafle>
14. <https://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=17980905>
15. <https://www.herodote.net/articles/article.php?ID=12>
16. https://www.herodote.net/9_avril_2003_10_juin_2014-evenement-20030409.php